

ADRESSE DE L'HONORABLE LOUIS JOSEPH PAPINEAU

Aux Electeurs de la Cité de Montréal.

MESSIEURS,

Depuis la fin de la dernière session du Parlement Provincial, plusieurs des électeurs influents de Montréal, plusieurs amis politiques ou privés, m'ont écrit, quelques uns m'ont visité, pour me solliciter d'accepter la belle et grande candidature de cette Métropole du Canada. A tous j'ai uniformément répondu, en toute sincérité et conscience, que la fatigue des anxiétés et de la haute responsabilité morale qui s'attachent à la vie publique, me faisait désirer d'en sortir. Je leur ai dit que j'avais faim et soif de la retraite et du repos. Qu'après quarante années de lutttes incessantes, je croyais bien avoir droit à mon congé. Après avoir vécu jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans, au milieu d'agitations aussi graves et douloureuses que celles qui se sont rapidement succédées en Canada depuis 1809, je cherchais au sein de ma famille, et dans la solitude des bords de l'Outrouais, la paix et la tranquillité pour les quelques années qui me restent encore peut-être du pèlerinage de la vie.

Dans la situation que je m'étais ainsi faite, j'ai donc été surpris de recevoir une invitation de la part de plus de cinq cents électeurs, me priant d'accepter la candidature de la Cité de Montréal pour les représenter en Parlement. Les liens qui m'enchaînent par devoir, par amour, et par reconnaissance, aux libres et indépendants Electeurs de la plus belle, de la plus éclairée, de la plus importante des villes du Canada, sont forts et nombreux, datent de mon début dans l'arène parlementaire. A l'appel que mes amis font à mon patriotisme éprouvé, ils ajoutent que je ne puis, dans les circonstances difficiles et particulières du moment, où un si grand nombre de ceux qui ont autrefois servi la cause du Peuple, l'ont déserté depuis, alléchés par l'ambition du pouvoir, des honneurs, du patronage officiel, enivrés par l'écœurement des basses adulations prodiguées à ceux qui l'exercent, et maîtrisés par les émoluments excessifs attachés à presque toutes les fonctions publiques, que je ne puis par un refus intempestif préjudicier au grand parti Démocratique, que j'ai été dans tous les temps si actif à forger, à rallier, à encourager dans les bons et dans les mauvais jours. Que ce refus serait interprété comme un blâme, un désaveu des nobles efforts qu'il fait dans Montréal dans toute la Province, pour la rénovation de la patrie et possible de la Représentation, dont la majorité du dernier Parlement a forfait à ses devoirs et à ses engagements pris aux hustings. Le Manifeste du Comité de la Réforme et du Progrès, à Québec, avait été le symbole politique professé, le drapeau sagement et modérément libéral élevé par tout candidat qui a été élu dans les localités où l'impudence populaire démocratique prévalait. Pas un de vos candidats, il y a quatre ans, n'aurait osé refuser son approbation aux doctrines énoncées dans ce beau travail : mais les candidats devenus Ministres par l'importance que vous leur avez prêtée, l'ont bien vite jeté aux quatre vents, et la tourbe de parasites qui fourmillait à leurs pieds, n'y ont pas trouvé un iota qu'ils pussent voter en chambre après l'avoir proclamé et juré aux hustings comme le programme de ce que seraient leurs travaux législatifs.

Sous ces circonstances, considérant la situation du Pays et du Parti, et de qui me vient l'appel, je ne puis donner un refus absolu. Je laisse aux Electeurs de Montréal à disposer de moi. S'ils jugent que je puisse encore être de quelque utilité dans leur service et celui de mon pays, je ferai comme par le passé tous mes efforts pour le progrès et le développement moral et matériel d'une patrie si richement dotée par la Nature, si arriérée par le vice de beaucoup de ses institutions sociales et politiques ; mais telle quelle chère à tous ses citoyens, naïfs ou d'adoption. Si au contraire, la majorité des Electeurs me refuse leurs suffrages, je resterai satisfait dans ma retraite : j'aurai quitté la vie publique sans honte et sans regrets, sans haine et sans rancunes, heureux du souvenir de mes travaux de quarante années dans la bonne cause ; la bonne cause de la Démocratie ; heureux de la certitude de son triomphe prochain et certain sur toute l'étendue de notre Monde Américain. Oui, la patrie consolée et prospère alors, sera républicaine un jour, et ce jour vous le verrez, vous, jeunesse canadienne ! si moi-même et les autres vieux athlètes descendons à la tombe avant l'aurore de ce grand et glorieux jour !

Les citoyens de Montréal comme ceux du Canada en général, sont d'origines diverses, Celtes, Francs, Anglo-Saxons, les uns y sont nés, beaucoup sont venus de loin en faire leur patrie adoptive, tous veulent sincèrement sa prospérité, ses progrès ; ils y ont leurs cœurs, leurs familles, leurs intérêts. Tous, un peu plus tôt un peu plus tard, sont venus de France ou des Îles Britanniques, chercher en Amérique pour eux et pour leurs enfants, la vie, la liberté, et le bonheur. Personne ne commet le contre-sens de quitter l'Europe, pour venir chercher ici des distinctions, des institutions, des privilèges aristocratiques. Tous savent avant de partir, ou apprennent en arrivant, qu'il n'y a pas au monde une société mieux organisée pour la liberté et l'égalité que celle du Canada, où il n'y a ni oligarques à trop grande fortune et à prétentions et orgueil plus grande encore, ni prolétaria. obligé de vivre en rampant et souvent décimé par la faim, la peste, ou le canon. Tout le monde, par un travail honnête et modéré, peut devenir propriétaire et indépendant. Voilà la Démocratie constituée socialement. Et ceux qui parce qu'ils admirent la stabilité remarquable du gouvernement anglais, veulent servilement copier ses lois ; admirer par exemple notre Conseil Législatif parce qu'ils admirent là bas la Chambre des Lords ; montrent tout simplement qu'ils ont des yeux pour lire des textes, mais qu'ils n'ont point d'intelligence pour interpréter ces textes et les appliquer aux mœurs, aux désirs, aux nécessités de notre pays. Ils copient des précédents en législation, comme les Procureurs-Généraux copient des indictions en Cour du Banc de la Reine, et en cela ils ne font que des sottises.

Ces hommes à précédents qui se croient des hommes d'état, ne comprennent point notre état social ; et y jettent la perturbation et le trouble, par leurs essais de constitutions et de lois en opposition directe et contradictoire avec les mœurs, les instincts et toutes les tendances de notre jeune et vigoureuse société, qui veut se développer et atteindre sa virilité, pendant que ces charlatans politiques cherchent à l'emmailloter dans les langes et les oripeaux du monarchisme décrété de l'Europe. Les insensés ! qui jettent leur sceptre à la mer et pensent qu'il arrêtera ses flots !—Pendant que tout autour de nous, des colonies fondées après la nôtre, et depuis longtemps inférieures à elle sous tous rapports, l'ont depuis long temps devancé, sont devenues des nations, et sont aujourd'hui au premier rang des Nations, ces hommes aveugles, à petites têtes à petits cœurs, retiennent leur patrie stationnaire, dans la torpeur et l'inaction. Toutes ses forces vitales s'épuisent à combattre, à neutraliser leur empirisme politique : pendant ce temps, tout y languit ou dépérit ; l'instruction élémentaire, et professionnelle ; l'éducation sociale et politique qu'un bon système de municipalités locales et de décentralisation administrative pourraient seules développer ; le défrichement et la meilleure culture des terres ; l'industrie manufacturière ; le commerce ; l'accumulation des richesses, des capitaux. Il n'y a qu'une classe qui semble prospérer, celle des hauts fonctionnaires et des spéculateurs qui manipulent les travaux ou le trésor publics. Qui n'avance pas, recule, dans ce siècle où tout marche si vite, et sur ce continent surtout. Cet état de choses peut-il, doit-il durer ? C'est à vous, Electeurs, à donner la réponse. Vous avez un jour en quatre années, où votre voix souveraine peut parler. Ce jour, nous y voilà. Faites tonner la grande Voix du Peuple, et que devant son souffle disparaissent tous ces hommes à vues étroites et rétrogrades : qui cherchent dans le passé de la vieille Europe l'avenir du jeune Canada, qui à une société toute démocratique cherchent à imposer les formes, les allures, les budgets, les taxes, le patronage et la corruption, la centralisation et l'arbitraire, d'un gouvernement monarchique : mais ces hommes surtout qui longtemps vos chefs dans la voie du progrès et des réformes, ont renié leurs principes et les vôtres le jour où Lord Sydenham mettait en pratique cet axiome fondamental du Système Politique inventé et institué par son prédécesseur Lord Durham : **ACHETEZ LES CHEFS DE LA DEMOCRATIE CANADIENNE PAR DES HONNEURS ET DES PLACES LUCRATIVES, ET CETTE DEMOCRATIE N'EXISTE PLUS, CE PEUPLE N'EST PLUS BIEN.** Nous frémissions tous d'indignation, lorsque Lord Durham nous jetait cette insulte à la figure. Hélas ! que nous avons à rougir, et à cour-